

## **REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA REGIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ERNEE**

Le règlement du service d'assainissement, adopté par la délibération du conseil communautaire du 18 décembre 2017 définit les obligations mutuelles du service de l'assainissement collectif et de l'utilisateur de ce service, sur le seul périmètre des communes dont les ouvrages sont exploités par la régie.

Toutes modifications des conditions du règlement du service seront portées à la connaissance de l'utilisateur.

Dans le présent règlement du service d'assainissement collectif :

- « Vous » désigne l'utilisateur, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement auprès du service de l'eau. Ce peut être : le propriétaire, ou le locataire, ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic.
- La « Régie » désigne l'exploitant constitué par la communauté de communes de l'Ernée, en charge de la gestion du service d'assainissement collectif. Ses bureaux sont installés au siège de la Communauté de communes de l'Ernée (Parc d'activités de la Querminais, 53500 Ernée, 02 49 66 10 00).

# Sommaire

<b>1. LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....</b>	<b>2</b>
1.1. LES EAUX ADMISES EN RESEAU D'ASSAINISSEMENT .....	3
1.2. LES ENGAGEMENTS DE LA REGIE .....	3
1.3. LES REGLES D'USAGE DU SERVICE .....	3
1.4. LES INTERRUPTIONS DU SERVICE .....	4
1.5. MODIFICATIONS DU SERVICE .....	4
<b>2. LE CONTRAT DE DEVERSEMENT .....</b>	<b>4</b>
2.1. SOUSCRIPTION DU CONTRAT DE DEVERSEMENT .....	4
2.2. RESILIATION DU CONTRAT DE DEVERSEMENT .....	4
2.3. SI VOUS ETES EN HABITAT COLLECTIF .....	5
<b>3. LE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DE COLLECTE .....</b>	<b>5</b>
3.1. OBLIGATIONS DE RACCORDEMENT .....	5
3.2. LA DESCRIPTION DU BRANCHEMENT .....	6
3.3. INSTALLATION ET MISE EN SERVICE .....	6
3.4. PAIEMENT .....	6
3.5. PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC ET PFAC « ASSIMILES DOMESTIQUES ») .....	6
3.6. ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT DU BRANCHEMENT .....	7
3.7. MODIFICATION DU BRANCHEMENT .....	7
<b>4. VOTRE FACTURE .....</b>	<b>7</b>
4.1. PRESENTATION DE LA FACTURE .....	7
4.2. EVOLUTION DES TARIFS .....	7
4.3. MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT .....	7
4.4. EN CAS DE NON-PAIEMENT .....	8
4.5. CAS D'EXONERATION .....	8
<b>5. LES EAUX INDUSTRIELLES OU NON DOMESTIQUES .....</b>	<b>8</b>
5.1. DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES OU NON DOMESTIQUES .....	8
5.2. ARRETE D'AUTORISATION ET CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT .....	8
5.3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS .....	9
5.4. PRELEVEMENTS ET CONTROLE .....	9
5.5. ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE PRETRAITEMENT .....	9
5.6. REDEVANCE ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS .....	9
5.7. MESURES DE SAUVEGARDE .....	9
<b>6. LES INSTALLATIONS PRIVEES .....</b>	<b>10</b>
6.1. CARACTERISTIQUES .....	10
6.2. ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT .....	10
6.3. CAS DES RESEAUX PRIVES .....	10
<b>7. DISPOSITIONS D'APPLICATION .....</b>	<b>11</b>
7.1. DATE D'APPLICATION .....	11
7.2. MODIFICATIONS DU REGLEMENT .....	11
7.3. APPROBATION DU REGLEMENT .....	11
7.7. LA JURIDICTION COMPETENTE .....	11
ANNEXE I – SUR LE CARACTERE DIFFICILEMENT RACCORDABLE D'UN IMMEUBLE .....	11

## 1. LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à la collecte et au traitement des eaux usées (réseaux de collecte et de transport, unités de traitement des eaux usées et des boues, service clientèle pour les usagers).

### 1.1. Les eaux admises en réseau d'assainissement

Peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement les eaux usées domestiques ou assimilables. Il s'agit des eaux :

- d'utilisation domestique provenant des habitations : cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes,
- en provenance de s installations autres que domestiques mais produisant des eaux usées de même nature (restaurant, hôtel, salon de coiffure, commerce, etc...).

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la communauté de communes, les eaux usées autres que domestiques (industries, hôpitaux,...) peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement (cf. partie 5 du présent règlement de service).

Vous pouvez contacter à tout moment la Régie pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire.

### 1.2. Les engagements de la Régie

La Régie s'engage à prendre en charge vos eaux usées, dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement, et assure la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

A ce titre, la Régie s'engage à :

- une assistance technique au 06 73 48 00 96 (prix d'un appel local), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre aux urgences techniques, avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence,
- un accueil téléphonique au 02 43 05 03 94 et une permanence à la Communauté de Communes de l'Ernée Parc d'Activités de la Querminais à Ernée, pour effectuer toutes vos démarches et répondre à vos questions concernant le service de l'assainissement collectif
- un accueil physique dans toutes les mairies des communes de la Communauté de communes de l'Ernée, pendant les heures d'ouverture du secrétariat
- une possibilité de contacter la Régie par courriel à l'adresse : [eau@lerneer.fr](mailto:eau@lerneer.fr)
- une facture claire et détaillée,
- une proposition de rendez-vous en réponse à toute demande pour un motif sérieux
- une étude et une réalisation rapides pour l'installation d'un nouveau branchement d'assainissement avec :
  - envoi du devis après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),
  - réalisation des travaux si possible à la date qui vous convient, après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives,
- une réponse écrite à vos courriers et courriels dans le mois suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions sur votre facture, ou toute autre réclamation. Si vous n'êtes pas satisfait par la réponse, vous pouvez vous adresser à l'instance de conciliation interne à la collectivité (coordonnées sur demande auprès de la communauté de communes), pour lui demander le réexamen de votre dossier.
- un accès au service du Médiateur de l'Eau (informations et coordonnées disponibles sur [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)), dans le cas où la conciliation interne ne vous aurait pas donné satisfaction. Cette prestation est gratuite pour l'usager.

Ces garanties sont susceptibles d'évoluer pour mieux répondre à vos attentes. Les modifications sont portées à votre connaissance par un encart sur la facture d'eau et d'assainissement, ou par l'envoi d'un document spécifique joint à la facture, ou au bulletin de la communauté de communes.

### 1.3. Les règles d'usage du service

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à respecter les règles d'usage qui vous interdisent :

- de causer un danger pour le personnel d'exploitation,
- de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
- de créer une menace pour l'environnement,
- de raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre,
- En particulier, vous ne pouvez pas rejeter :
  - le contenu de fosses septiques et ou les effluents issus de celles-ci,
  - les déchets solides tels que ordures ménagères, lingettes, etc., y compris après broyage,
  - les graisses, les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, les résidus de peinture,...
  - les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc.),
  - les produits radioactifs,

- o tous les rejets interdits par le règlement sanitaire départemental.

De même, vous ne pouvez pas y déverser, sauf si vous êtes desservi par un réseau public unitaire et après accord de la Régie :

- les eaux pluviales ou de ruissellement ; il s'agit des eaux provenant après ruissellement soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles,
- les eaux de source ou souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation
- les eaux de vidanges de piscines ou de bassins de natation.

Vous ne pouvez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

En ce qui concerne les matières de vidange, les graisses, les produits de curages de réseau, ceux-ci ne peuvent être admis que sur les installations spécifiques du service réservées à cet effet. Il convient pour cela de se rapprocher de la Communauté de communes. Ces produits sont admis aux conditions tarifaires votées annuellement par la collectivité.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la Régie.

La Régie peut être amenée à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement lui permettant de vérifier la conformité des effluents rejetés. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'utilisateur.

Dans le cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate afin de protéger les intérêts des autres usagers ou de faire cesser le délit.

#### **1.4. Les interruptions du service**

La Régie est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, elle est tenue de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, la Régie vous informe au moins 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).

La Régie ne peut être tenue pour responsable d'une perturbation du service due à un cas de force majeure.

#### **1.5. Modifications du service**

Dans l'intérêt général, la Régie peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'elle en a la connaissance, la Régie doit vous avertir des conséquences éventuelles correspondantes, sauf cas de force majeure.

## **2. LE CONTRAT DE DEVERSEMENT**

**Pour bénéficier du service de l'assainissement collectif, c'est-à-dire être raccordé au système d'assainissement collectif, vous devez souscrire un contrat de déversement.**

### **2.1. Souscription du contrat de déversement**

#### **2.2.**

Le contrat de déversement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit (internet ou courrier) auprès de la communauté de communes de l'Ernée.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat de déversement et un dossier d'information sur le service de l'assainissement collectif. Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service vaut accusé de réception. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service peut être suspendu.

Votre contrat de déversement prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux,
- soit à la date de mise en service du raccordement en cas de nouveau raccordement sur un collecteur existant,
- soit à la date de mise en service du nouveau collecteur en cas d'extension de réseau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat de déversement font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

### **2.3. Résiliation du contrat de déversement**

Votre contrat de déversement est souscrit pour une durée indéterminée.

La résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau, dans les conditions fixées par le règlement du service de l'eau,

entraîne la résiliation automatique du contrat de déversement avec la même date d'effet.

En l'absence de contrat d'abonnement au service de l'eau (cas d'une alimentation en eau uniquement à partir d'un puits ou d'une autre source indépendante du service public), la résiliation peut être effectuée par téléphone ou par écrit (internet ou courrier), ou à l'accueil de la Communauté de communes de l'Ernée.

La résiliation ne peut être demandée qu'en cas de libération des lieux. Lorsqu'il n'y a pas eu résiliation expresse, le changement de contrat de déversement est automatiquement provoqué par la souscription du nouvel occupant des lieux.

#### **2.4. Si vous êtes en habitat collectif**

Quand un contrat d'individualisation de la fourniture d'eau a été passé pour votre immeuble avec l'exploitant du service de l'eau, vous devez souscrire un contrat individuel au service de l'assainissement.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au service de l'assainissement.

### **3. LE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC DE COLLECTE**

**On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement.**

**On appelle « branchement » le dispositif situé entre le collecteur public et la boîte de branchement.**

#### **3.1. Obligations de raccordement**

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de la Régie. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1.2 du présent règlement.

##### **Pour les eaux usées domestiques:**

En application du code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est obligatoire quand celui-ci est accessible à partir de votre habitation. Cette obligation est immédiate pour les constructions édifiées postérieurement à la réalisation du réseau d'assainissement. Dans le cas d'une mise en service d'un réseau d'assainissement postérieure aux habitations existantes, l'obligation est assortie à un délai de deux ans. Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou servitudes de passage.

Dès la mise en service du réseau, tant que vos installations ne sont pas raccordées de manière conforme aux prescriptions du Code de la Santé Publique (Article L1331-1 à L1331-7) et si vous ne bénéficiez pas d'une prolongation de délai, vous êtes astreint par décision de la collectivité (délibération du conseil communautaire) au paiement d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement collectif. Au terme du délai de deux ans, si les installations ne sont toujours pas raccordées, cette somme peut être majorée, par décision de la collectivité, dans la limite de 100 %. Elle est alors facturée au propriétaire de l'immeuble.

Les immeubles non raccordés sont obligatoirement assujettis au service public d'assainissement non collectif, jusqu'à leur raccordement effectif au réseau de collecte.

Une dérogation à l'obligation de raccordement peut être accordée par la Communauté de Communes de l'Ernée si la propriété est difficilement raccordable et le coût de mise en œuvre est démesuré (cf. annexe I au présent règlement de service, sur le caractère difficilement raccordable). Dans ce cas, la propriété devra être équipée d'une installation d'assainissement non collectif réglementaire, techniquement conforme et en bon état de fonctionnement (pas de non-conformité relevée par le SPANC lors des contrôles réglementaires).

Par ailleurs, une prolongation de délai pour l'exécution du raccordement au réseau public peut être accordée, par arrêté du Président de la communauté de communes de l'Ernée, aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de 10 ans, si ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement. Cette prolongation est au maximum de 10 ans à compter de la mise en service de l'installation d'assainissement non collectif.

##### **Pour les eaux usées assimilées domestiques:**

Conformément à l'article L1331-7-1 du CSP, les propriétaires d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique ont droit, à leur demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

La Communauté de Communes de l'Ernée fixe les prescriptions techniques applicables au raccordement de ces propriétés en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces établissements et de la qualité des eaux produites. Les dispositions spécifiques aux installations de prétraitement de tous types (séparateurs à hydrocarbures, à huiles, à graisses, à féculs, déboueurs,...) peuvent être obtenues auprès de la Régie.

##### **Pour les eaux usées autres que domestiques ou assimilées (eaux non domestiques ou industrielles) :**

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité.

L'autorisation de déversement délivrée par la communauté de communes prévoit, via une convention spéciale de déversement,

des conditions techniques et financières complémentaires adaptées à chaque cas. Elle peut également imposer la mise en place de dispositifs de prétraitement dans vos installations privées.

Ces dispositions spécifiques sont traitées en partie 5 du présent règlement de service.

### **3.2. La description du branchement**

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement. Le branchement fait partie du réseau public et comprend de l'aval vers l'amont :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public de collecte,
- une canalisation de branchement située généralement sous le domaine public,
- un ouvrage dit « boîte » ou « regard » ou « tabouret » de branchement, équipé d'une plaque hydraulique, et le cas échéant d'un dispositif d'obturation pour permettre d'isoler le réseau public de l'immeuble à raccorder, placé sur le domaine public ou en cas d'impossibilité technique avérée en domaine privé à la limite de domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement ; cet ouvrage doit être visible, accessible et étanche,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble, y compris le tronçon de canalisation jusqu'en limite de propriété lorsque la boîte de branchement est sur le domaine public en retrait de la limite de propriété.

Les installations privées commencent en amont du branchement. Le raccordement des installations privées sur le branchement doit se faire obligatoirement au niveau du dispositif de raccordement précédemment mentionné, à l'aide d'une pièce de réduction spécifique étanche si le diamètre de la canalisation privée est inférieur à celui du dispositif de branchement. Le raccordement sur la cheminée du regard de branchement est interdit.

D'une manière générale un branchement ne peut desservir qu'un immeuble. Des dérogations peuvent être accordées, qui sont laissées à l'appréciation technique de la Régie.

### **3.3. Installation et mise en service**

Le branchement est établi après acceptation de la demande par la Régie, qui fixe les conditions techniques d'établissement.

Les travaux de branchement sont réalisés par la Régie ou par une entreprise privée sous son contrôle.

La Régie est seule habilitée à mettre en service le branchement, après avoir vérifié la conformité des installations privées. Elle peut demander toute modification destinée à rendre les installations privées conformes au présent règlement de service, et surseoir à l'exécution des travaux de branchement ou à la mise en service jusqu'à la mise en conformité de ces installations. Dans l'attente de sa mise en conformité, la Collectivité peut appliquer le régime de pénalité prévu à l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

Le même régime s'applique en cas de déplacement ou de modification de branchement à votre initiative.

Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Régie peut exécuter ou faire exécuter d'office les branchements de toutes les propriétés riveraines existantes.

### **3.4. Paiement**

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service d'un réseau de collecte, la Régie exécute la partie publique des branchements (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) aux frais du propriétaire ou du syndicat de copropriétaires, après établissement d'un devis appliquant les dispositions tarifaires du bordereau de prix unitaire voté annuellement par la collectivité.

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Régie exécute ou fait exécuter d'office les branchements de toutes les propriétés riveraines existantes, elle vous demande le remboursement forfaitaire indiqué dans le bordereau de prix unitaire fixé par délibération du conseil communautaire.

Les montants facturés doivent être réglés avant la date limite indiquée sur la facture, établie à la livraison des travaux.

La Régie peut également, dans le cadre d'une extension de réseau de collecte, être amenée à construire la partie publique des branchements en attente, ceci afin de ne pas avoir à ré-intervenir ultérieurement sur la voirie. Ces branchements sont réglés par les usagers l'année du constat de leur mise en service, selon le tarif délibéré pour cette même année.

En cas de défaut de paiement de facture dans le délai imparti, le règlement des sommes dues est poursuivi par toute voie de droit par la Trésorerie de la Communauté de Communes de l'Ernée.

### **3.5. Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC et PFAC « assimilés domestiques »)**

Lorsque le raccordement de votre propriété est effectué après la mise en service du réseau d'assainissement, la collectivité peut vous demander, en sus des frais de branchement, une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par vous en évitant d'avoir à construire une installation d'assainissement individuelle.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cas d'une extension ou d'un réaménagement d'immeuble générant des eaux usées supplémentaires, et pour les rejets d'eaux usées issus d'usages assimilables à un usage domestique.

Une délibération du conseil communautaire détermine le montant et les conditions de perception de cette participation.

### **3.6. Entretien, renouvellement du branchement**

La Régie prend à sa charge les frais d'entretien, de réparation, de renouvellement et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement pour la partie située en domaine public, à l'exception des frais résultant d'une négligence ou d'une maladresse de votre part. La partie du branchement située le cas échéant en domaine privé est à votre charge ; vous en avez la garde et vous devez en assurer la surveillance.

### **3.7. Modification du branchement**

La charge financière d'une modification de branchement est supportée par le demandeur. Seule la Régie peut procéder à la suppression d'un branchement.

## **4. VOTRE FACTURE**

**En règle générale, le service de l'assainissement collectif est facturé en même temps que le service de l'eau. Votre facture est calculée sur la base de votre consommation d'eau.**

### **4.1. Présentation de la facture**

La facturation de l'assainissement collectif est effectuée selon les modalités définies par le service d'eau potable de la communauté de communes de l'Ernée, sous la forme d'une facture unique regroupant l'eau et l'assainissement.

Pour l'assainissement collectif, votre facture comporte deux rubriques :

- la collecte et le traitement des eaux usées, couvrant les frais de fonctionnement du service de l'assainissement collectif, et les charges d'investissement nécessaires à la construction et au renouvellement des installations. Cette rubrique se décompose en une partie fixe (abonnement) et une partie variable en fonction de la consommation d'eau
- la redevance revenant à l'Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte).

Les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

Si vos équipements sanitaires sont alimentés en eau totalement ou partiellement à partir d'un puits ou d'une autre source qui ne dépend pas d'un service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en mairie et à la Régie. Dans ce cas, conformément à l'article R2224-22-4 du CGCT, la redevance d'assainissement collectif applicable à vos rejets est calculée à partir des volumes obtenus en ajoutant les consommations d'eau potable constaté au compteur et celles en provenant de votre ressource privée établies :

- soit par mesure directe au moyen d'un dispositif de comptage validé par la Régie, posé et entretenu par vos soins,
- soit sur la base de critères définis par délibération du conseil communautaire, permettant d'évaluer les volumes prélevés.

### **4.2. Evolution des tarifs**

Les tarifs appliqués sont fixés et indexés :

- par décision du conseil communautaire, pour la part destinée à la communauté de communes
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé au préalable des changements de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

Les tarifs sont tenus à votre disposition à la communauté de communes de l'Ernée.

### **4.3. Modalités et délais de paiement**

Le paiement doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture.

Si votre facture comporte une partie fixe (abonnement), celle-ci est généralement facturée semestriellement à terme échu. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), l'abonnement vous est facturé au prorata - temporis.

La partie variable (consommation) de votre facture est calculée à terme échu, sur la base du volume d'eau potable consommé, tel que relevé par le service de l'eau, ou à partir du volume estimé en cas de période sans relevé.

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le service de l'eau, sur une facture unique regroupant l'eau et

l'assainissement, les conditions de paiement sont celles applicables à la facture d'eau.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à l'exploitant du service de l'eau et à la Régie sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière en application de la réglementation en vigueur (décret 2008-780 du 13 août 2008).

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier, après étude des circonstances, d'un remboursement si votre facture a été surestimée, ou bien de modalités de facturation échelonnée si votre facturation a été sous-estimée.

#### **4.4. En cas de non-paiement**

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le service de l'eau sur une même facture, les mesures applicables en cas de retard de paiement sont celles mises en œuvre par le service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses.

En cas de non-paiement, le règlement des sommes dues est poursuivi par toute voie de droit, par la Trésorerie de la Communauté de Communes de l'Ernée.

#### **4.5. Cas d'exonération**

Vous pouvez bénéficier d'exonération dans les cas suivants :

- si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du service de l'eau des contrats particuliers ne générant pas de rejet dans le réseau d'eaux usées
- sur les consommations destinées aux élevages dès lors qu'ils font l'objet d'un mesurage spécifique par un compteur agréé et contrôlé par le service et entretenu par vos soins (l'article 3.3 de la circulaire du 15 février 2008),
- ou dans les conditions prévues par la réglementation en cas de fuite sur vos installations privées (décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur, et article L.2224- 12-4 III bis du code général des collectivités territoriales), y compris pour les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage dès lors qu'il peut être établi que le volume de fuite n'a pas rejoint le réseau d'eaux usées.

## **5. LES EAUX INDUSTRIELLES OU NON DOMESTIQUES**

### **5.1. Définition des eaux industrielles ou non domestiques**

Sont classées dans les eaux industrielles ou non domestiques, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique et non assimilable à un usage domestique de l'eau.

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique (Art. L1331-9), le raccordement des établissements produisant des eaux industrielles au réseau public de collecte des eaux usées n'est pas systématique ni obligatoire.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

Ces déversement seront subordonnés à l'obtention d'un arrêté d'autorisation, éventuellement assorti d'une convention de déversement, dans les conditions décrites au présent règlement.

Toutes modifications de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques des effluents (par exemple modification des procédés ou des activités) devront être obligatoirement signalées au service. Cette modification pourra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Le service sera amené à procéder à des contrôles réguliers sur l'évolution de vos activités et de vos rejets.

Conformément aux dispositions du code de la santé publique, le service se réserve le droit de vous refuser le raccordement de ces eaux au réseau d'assainissement.

Leur nature quantitative et qualitative est précisée dans l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, dans la convention spéciale de déversement passée entre la Régie et l'établissement désireux de se raccorder au réseau public de collecte des eaux usées.

### **5.2. Arrêté d'autorisation et convention spéciale de déversement**

L'arrêté d'autorisation a pour objet de définir les conditions techniques et financières générales d'admissibilité de vos eaux. Il est délivré par le Président de la Communauté de Communes de l'Ernée.

Lorsqu'une convention spéciale de déversement est nécessaire, l'arrêté d'autorisation définit les conditions générales de déversement au réseau ; les conditions techniques particulières et le volet financier sont traités dans la convention associée.

Pour établir l'arrêté d'autorisation et la convention de déversement le pétitionnaire doit fournir:

- un plan de localisation des installations précisant la situation de l'entreprise dans le tissu urbain (rues, etc.), l'implantation et le repérage des points de rejet au réseau public, la situation exacte des ouvrages de contrôle.
- une note indiquant la nature et l'origine des eaux usées autres que domestiques à évacuer et l'indication des moyens envisagés pour leur prétraitement éventuel avant déversement au réseau public.

Les dispositions spécifiques aux installations de prétraitement peuvent être obtenues auprès de la Régie.

L'autorisation est délivrée pour une durée nécessairement déterminée et établie en fonction de l'activité de l'établissement.

La délivrance de l'arrêté d'autorisation est une condition préalable à la réalisation du branchement.

Toute modification de l'activité de l'établissement doit être signalée à la Régie et peut faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

En ce qui concerne le cas spécifique des déversements des installations classées pour la protection de l'environnement, ceux-ci doivent être conformes à la réglementation et aux prescriptions établies pour ces installations.

### **5.3. Caractéristiques techniques des branchements**

Les établissements utilisateurs d'eau à des fins industrielles devront être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement pour l'évacuation des eaux domestiques,
- un branchement pour l'évacuation des eaux industrielles.

Chacun de ces branchements devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents de la Régie et à toute heure.

En sus de ces branchements, il pourra être exigé un branchement d'eaux pluviales. Il est précisé que les eaux de refroidissement sont assimilables aux eaux pluviales.

Les rejets des eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies paragraphe 1 du présent règlement de service.

### **5.4. Prélèvements et contrôle**

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, de la convention spéciale de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par la Régie dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé.

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues au paragraphe 6.1 du présent règlement.

### **5.5. Entretien des installations de prétraitement**

Les installations de prétraitement prévues le cas échéant par l'arrêté d'autorisation ou la convention spéciale de déversement devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. L'établissement doit pouvoir justifier à la Régie du bon état d'entretien de ces installations. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses, féculs et les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

En tout état de cause, l'établissement demeure seul responsable de ses installations.

### **5.6. Redevance assainissement applicable aux établissements industriels**

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le système public d'assainissement des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation. Dans ce dernier cas, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, conformément aux dispositions du code de la santé publique. Ces participations financières seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

### **5.7. Mesures de sauvegarde**

En cas de non-respect des conditions définies dans la convention de déversement, préjudiciable au fonctionnement du système public d'assainissement ou à la sécurité du personnel d'exploitation, seront mises à la charge de l'établissement :

- Les interventions nécessaires pour préserver les installations du système public d'assainissement et leur bon fonctionnement,
- la réparation des dégâts éventuels,
- le dédommagement du préjudice subi par le service.

La Régie pourra mettre en demeure l'établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai maximum de 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement pourra être obturé sur

le champ et sur constat d'un agent de la Régie.

## 6. LES INSTALLATIONS PRIVEES

**On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées en amont du branchement. Pour les immeubles collectifs, elles désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés en amont du regard de branchement de l'immeuble.**

### 6.1. Caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix. Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public, et doivent être conformes aux dispositions du code de la santé publique, aux normes existantes et aux règles de l'art.

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avertir le service.

Vous devez notamment respecter les règles suivantes :

- dans le cas de réseaux publics séparatifs : assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales jusqu'au regard de branchement,
- dans le cas d'un réseau public unitaire : la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir, et de préférence dans le regard de façade pour permettre tout contrôle par la Régie,
- vous assurer de la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées,
- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes...),
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au-dessus de la partie la plus élevée de la propriété,
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées en provenance du réseau d'eau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle ; notamment, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée recevant le réseau public être équipé d'un clapet anti-retour.
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable,
- vous assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement non collectif (dégraisseurs, fosses, filtres).

Conformément à l'article L1331-11 du Code de la santé Publique, vous devez laisser l'accès à vos installations privées aux agents de la Régie, pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur et aux dispositions précédentes.

La Régie se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée pouvant provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la Régie peut fermer totalement votre raccordement jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, la Régie peut refuser l'installation d'un raccordement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

### 6.2. Entretien et renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement.

Les installations de prétraitement prévues dans le cadre du raccordement des immeubles ou établissement générant des eaux usées assimilables à un usage domestique, sont maintenues en bon état de fonctionnement. En particulier, les séparateurs et autres équipements de ce type devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

La Régie ne peut être tenue pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

### 6.3. Cas des réseaux privés

Toutes les dispositions précédentes dans le présent règlement de service concernant les installations privées sont également applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux usées (exemple : lotissements, opérations groupées, etc.).

Certaines dispositions particulières peuvent être précisées dans les conventions spéciales de déversement visées en partie 5 du présent règlement de service.

Dans le cas de réseaux privés (ex. lotissements, opérations groupées, etc.) devant se raccorder au réseau public d'assainissement, la Régie devra recevoir les plans de projet et d'exécution des futurs réseaux, sur lesquels elle pourra donner un avis et imposer une mise en conformité.

Seront notamment demandés, en guise de contrôle de conformité : une inspection par caméra, des tests d'étanchéité et, s'il y a

lieu, un essai hydrodynamique et des tests à la fumée ou au colorant. Indépendamment de ce contrôle, la Régie se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements telle que définie dans le présent règlement.

Les frais de contrôle sont à la charge de l'aménageur.

Dans le cas où des non-conformités seraient constatées, la mise en conformité serait effectuée par et à la charge de l'aménageur.

Par ailleurs, lorsque des réseaux privés sont susceptibles d'être intégrés au domaine public, les installations doivent être conformes aux normes et règlements en vigueur, et aux cahiers des clauses techniques particulières de la Régie applicables aux travaux et aux levés topographiques.

Dans le cas où des désordres sont constatés, les travaux de mise en conformité sont effectués par les soins et aux frais de l'aménageur, du propriétaire ou du syndicat de copropriétaires concernés.

## **7. DISPOSITIONS D'APPLICATION**

### **7.1. Date d'application**

Le présent règlement prend effet à dater du 1er janvier 2018 et se substitue de plein droit à tout règlement antérieur.

### **7.2. Modifications du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par toute délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'Ernée.

Ces modifications sont portées à la connaissance des usagers du service par affichage dans les locaux de la collectivité et vous sont communiquées à l'occasion de la facture la plus proche.

### **7.3. Approbation du règlement**

Le présent règlement du service a été délibéré et voté par l'assemblée délibérante de la Communauté de Communes de l'Ernée.

### **7.7. La juridiction compétente**

Le tribunal d'instance de votre lieu d'habitation est compétent pour tout litige qui vous opposerait au service de l'assainissement.

Le principe général en matière de raccordement au système d'assainissement collectif est l'obligation de raccordement dès qu'il existe un réseau (article L.1331.1 du code de la santé publique). Toutefois des dérogations peuvent être accordées aux immeubles difficilement raccordables qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- la construction de l'immeuble est antérieure à celle du réseau ;
- la nature des travaux de raccordement entraîne des contraintes importantes sur l'habitation (démolition de terrasse, de fondations, etc.) ;
- le coût des travaux de raccordement est disproportionné (par exemple au regard du coût d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation) ;
- l'immeuble est équipé d'une installation d'assainissement non collectif maintenue en bon état de fonctionnement.

Il appartient à la Régie d'apprécier au cas par cas les situations rencontrées.

Il est précisé qu'un immeuble situé en contrebas du collecteur public qui le dessert est considéré comme raccordable, et que la mise en place d'un dispositif de relevage des eaux usées est à la charge du propriétaire.

La dérogation, qui conserve un caractère exceptionnel :

- est accordée par arrêté du Président de la Communauté de Communes ;
- peut être révoquée si l'installation d'assainissement non collectif n'est pas maintenue en bon état de fonctionnement.

Tout immeuble bénéficiant d'une dérogation relève du service d'assainissement non collectif pour le contrôle de son installation individuelle, moyennant l'application de la redevance correspondante.

